

# La guerre civile en république centrafricaine: de l'exclusion des élites à la cooptation des groupes armés

**Gino Vlaponou**

*Université d'Ottawa*

## Résumé

La République centrafricaine (RCA) est politiquement instable depuis son indépendance en 1960. Différents coups d'État se sont succédés dont le plus récent date de mars 2013. Du régime autoritaire de David Dacko en 1960, à celui de François Bozizé en 2013, la RCA vit une instabilité politique chronique. Le dernier coup d'État en RCA a plongé le pays dans une nouvelle crise et un niveau de violence qui n'a jamais été atteint auparavant. La question se pose de savoir quels sont les facteurs qui expliquent le déclenchement de la guerre civile en mars 2013 en République Centrafricaine.

Au-delà des systèmes et des structures, ce travail replace les élites au cœur du débat et avance que leur rôle est décisif pour surmonter les crises. Ce travail avance qu'il faille associer le faible degré d'assimilation des élites politiques avec le faible leadership du président qui a pris le pouvoir par coup d'État en mars 2013 pour expliquer en partie la guerre civile en 2013.

*“A unified elite means the end of freedom. But when the groups of the elite...become a disunity, it means the end of the state” (Aron 1950, cité dans Miller, 1974).*

## Introduction

La République centrafricaine (RCA) est politiquement instable depuis son indépendance en 1960. Différents coups d'État se sont succédés dont le plus récent date de mars 2013. Du régime autoritaire de David Dacko en 1960, à celui de François Bozizé en 2013, la RCA vit une instabilité politique chronique. Le président Dacko a créé un régime autoritaire qui a dissout les partis politiques, les syndicats et les associations. Quelques années plus tard, lorsque Jean-Bedel Bokassa est arrivé au pouvoir en 1976 par un coup, il a changé la constitution et s'est proclamé empereur l'année suivante. Ainsi, cinq présidents se sont succédé, présentant chacun le même comportement autoritaire.

Il est devenu normal de voir différents coups d'État se succéder en RCA et l'histoire des coups d'État montre que c'est le moyen par lequel les différends politiques se règlent. Mais aussi, les dérives autoritaires des présidents au pouvoir montrent la propension de ces derniers à opter pour des politiques exclusionnistes<sup>2</sup>. Le dernier coup d'État en RCA a plongé le pays en guerre civile ; un niveau de violence qui n'a jamais été atteint auparavant. La question se pose de savoir quels sont les facteurs qui expliquent le déclenchement de la guerre civile depuis mars 2013 en République centrafricaine. Le fait est que, malgré les nombreux coups d'État, aucun n'avait occasionné une pareille violence. Pour Lombard & Botiveau

---

<sup>2</sup> Les politiques exclusionnistes et inclusionnistes seront explicitées dans la section sur les élites. Il en est de même pour « assimilation réciproque ».

(2012), la supervision internationale a échoué à entraîner les acteurs de 'l'État-capitale'<sup>3</sup> dans un 'partenariat productif'<sup>4</sup>. C'est sur l'aspect de partenariat que cet essai compte s'attarder. Il existe une littérature foisonnante sur les causes des guerres civiles et leurs éléments déclencheurs et le but n'est pas ici de faire une revue de cette littérature ou encore moins de passer en revue la littérature sur les élites. Cet essai met de l'avant certains arguments structurels par rapport à la longue durée de la non-formation de l'État, sa faible pénétration en dehors de la capitale, et argumente que cette dimension structurante a un effet sur l'échec de 'l'assimilation réciproque' des élites en Centrafrique. Tout en reconnaissant l'importance de ces éléments structurels, l'essai avance que les élites sont au cœur des crises. Lindemann (2008) avance qu'il faille mettre en lien le jeu des élites politiques avec les éléments déclencheurs de guerre civile. En nous appuyant sur son argument, nous cherchons à démontrer l'importance du jeu des acteurs politiques. Ainsi avec notre étude de cas, on vient confirmer l'argument déjà avancé par Lindemann sur l'inclusion et l'exclusion des élites politiques et les éléments déclencheurs de guerres civiles. Ce travail avance donc qu'il faille mettre la faible assimilation des élites politiques avec le faible leadership du président (à rassembler les autres élites du pays) qui a pris le pouvoir par coup d'État en mars 2013 pour expliquer en partie le déclenchement de la guerre civile.

Lindemann (2008) propose de considérer les politiques inclusionnistes et exclusionnistes des élites politiques parmi les causes déclencheuses de guerre civile. Dans le même sens, Bayart (1989) parle d'assimilation réciproque des élites et de son impact sur la formation de l'État. La RCA, à travers ses différents coups d'État a montré son échec à s'engager dans un partenariat productif, une assimilation réciproque des élites ou une politique inclusionniste. En effet, Michel Djotodia<sup>5</sup> qui s'est autoproclamé président à la suite du coup d'État de mars 2013 ne s'est pas engagé dans un partenariat avec les autres couches politiques et a préféré dissoudre la coalition qui l'a emmenée au pouvoir<sup>6</sup>.

L'essai commence par analyser certaines conditions structurant le jeu des acteurs au sein de l'État. Il s'agit ici de montrer la présence étatique inéquitable sur le territoire, environnement qui dicte plus ou moins le comportement des différents acteurs. Ensuite, il s'agit de jeter un regard sur les dynamiques exclusionnistes entérinées par les acteurs politiques. Ces facteurs non exhaustifs<sup>7</sup> participent à expliquer le déclenchement de la guerre civile.

### **L'État s'arrête à PK 12<sup>8</sup>**

Sur environ 25 000 kilomètres de pistes, 500 (axe Sibut-Bangu-Mbaïki) sont bitumés (Gourdin, 2013). La capitale Bangui est dotée d'un aéroport issu de la base aérienne militaire qui y fut construite en 1931. Il faut rappeler ici que durant la période coloniale, le principe était que les colonies se financent elles-mêmes. Ce principe se traduit dans l'Oubangui-Chari (actuel RCA) par une administration 'misérable, pingre et quasi inexistante' (Gourdin, 2013). Dans les années qui précèdent l'indépendance, la France reconnaissait que la colonie était probablement le plus mal loti de ses territoires, à la fois en raison de la

---

<sup>3</sup> L'État est foncièrement absent dans les zones rurales en RCA. Ses institutions principales ne se retrouvent que dans la capitale Bangui, d'où l'utilisation de cette expression dans la littérature voire (Bierschenk & Sardan, 1997; Lombard & Botiveau, 2012).

<sup>4</sup> Partenariat entre élites de la capitale et des zones rurales qui aurait favorisé l'avènement d'un État : voire (Lombard & Botiveau 2012 : 190).

<sup>5</sup> Leader de la coalition *Séléka* lors du coup d'État de mars 2013

<sup>6</sup> Zounmenou (2013) avait mentionné en son temps que cette décision plongerait le pays dans un chaos

<sup>7</sup> Lombard & Batianga-Kinzi, (2015) propose également de comprendre les violences en RCA dans le contexte des pratiques sociales de violence qui précèdent de loin la guerre.

<sup>8</sup> L'État s'arrête à douze kilomètres du centre de Bangui. Voir (Bierschenk & Sardan, 1997) ainsi que (Lombard & Botiveau, 2012)

faiblesse de ses institutions gouvernantes et parce que ses caisses étaient vides (Lombard & Botiveau, 2012 : 194).

En RCA, comme le mentionne Gourdin (2013), ni les compagnies concessionnaires qui exploitèrent la région avant la Première Guerre mondiale ni l'État qui en organisa l'exploitation autoritaire et brutale ne cherchèrent à impulser un développement<sup>9</sup> économique et social au profit des colonisés. Il en résulte qu'en Centrafrique, l'appareil étatique hérité était très peu développé, sauf à Bangui. Bierschenk & Sardan (1997) remarquent aussi l'absence de l'État des zones rurales. La RCA est l'un des rares pays où la population rurale demeure largement supérieure à la population urbaine : environ 60% contre environ 40%, principalement concentrés à Bangui<sup>10</sup>, qui dépasse le million d'habitants (Gourdin, 2013).

Bierschenk & Sardan (1997) nous font remarquer que les chefferies traditionnelles précoloniales n'étaient pas non plus très développées en Centrafrique et que malgré l'absence de l'État, les différents villages et localités ont leurs manières de s'organiser. Cependant, depuis l'indépendance, la présence de l'État dans ces zones rurales ne s'est pas pour autant améliorée. La fonction publique s'est agglutinée à Bangui. Elle savait qu'elle ne pourrait plus être payée dès lors qu'elle resterait dans les villes ou villages de province ; le Trésor public a peu d'argent et encore moins de moyens pour transporter l'administration dans les lointaines provinces (Marchal, 2009 : 20). La capitale centralise presque totalement les ressources de l'État, alors que les habitants du reste du territoire vivent de manière plus ou moins non centralisée (Lombard & Botiveau, 2012 : 194).

En somme, l'État centrafricain n'a pas pu établir sa présence en dehors de la capitale Bangui, raison pour laquelle certains qualifient la RCA « d'État-capitale » (Lombard & Botiveau, 2012). L'État n'a pratiquement pas cessé de brutaliser sa propre population avant et après la période coloniale (Marchal, 2009 : 7), et parallèlement, de multiples groupes armés se sont développés dans ses marges et ont vécu à côté ou adossés à l'appareil d'État centrafricain.

La non-présence de l'État dans le Nord<sup>11</sup> de la RCA constitue un environnement propice à la floraison de groupes armés. Mais ces groupes armés ne sont pas homogènes et n'ont pas tous des griefs contre l'État. Ils participent aussi d'une dynamique régionale de conflits, dont l'analyse ne doit pas se limiter uniquement à la RCA (Debos, 2008). Avec comme pays voisins, le Sud-Soudan, le Soudan, le Tchad et la RDC, pays ayant eux même des conflits, on retrouve dans le Nord de la RCA divers groupes s'étant établis des bases arrières en plus de certains bandits 'coupeurs de routes'. Dans le nord du pays, on retrouve les soldats tchadiens et centrafricains 'libérateurs' (nom donné aux soldats qui avaient propulsé le général Bozizé au pouvoir en 2003) qui sont impliqués dans des actes de banditisme sur les routes et villages. Ces soldats désavoués par Bozizé lui-même se sont joints à d'autres bandits (qui opéraient déjà dans le nord

<sup>9</sup> Compte tenu de diverses raisons structurelles : taux de mortalité élevés des colons, pays enclavé etc.

<sup>10</sup> Gourdin (2013) explique que : Durant toute la période coloniale, les sociétés privées (notamment : *Afrique et Congo* ou *Compagnie générale des transports en Afrique* alliée à la *Banque d'Indochine* pour le transport fluvial entre Brazzaville et Bangui ; *Compagnie de l'Ouhamé-Nana* pour le transport automobile sur l'ancien itinéraire de portage entre l'Oubangui et le Chari ; *Société des transports Oubangui-Cameroun* pour le transport routier par la voie oubangou-camerounaise ouverte en 1926) détiennent le monopole sur les transports entre l'Atlantique et le Tchad, ce qui maintint un coût élevé et handicapa le développement du territoire.

<sup>11</sup> La distinction est généralement faite entre le Nord-est de la RCA et le Nord-ouest. La région Nord-ouest est l'endroit où une grande partie de l'activité économique se déroule en particulier la culture du coton et l'élevage (Berg, 2008 : 22). Le Nord-est n'est guère intégré dans l'économie. La seule activité majeure est l'extraction artisanale de diamants alluviaux. Vakaga dans le Nord-est, est coupée du reste du pays pendant environ la moitié de l'année durant la période des pluies, et même durant la période sèche, les routes sont dans un déplorable état que le voyage à Bangui, à environ 800 km, peut prendre jusqu'à six semaines. En raison de ces conditions difficiles, la région a toujours eu de meilleurs liens commerciaux au Darfour voisin que d'autres régions de la RCA située au sud. Ainsi l'islam et la langue arabe sont beaucoup plus fréquents dans la Vakaga que dans d'autres parties du pays (Berg, 2008 : 24).

du pays) communément appelés 'coupeurs de routes' (ou *zaraguinas*<sup>12</sup>) (Khabure, 2013 :39). La RCA offre ainsi un territoire non gouverné dans le nord facilitant le transit et le refuge de rebelles, car il partage des frontières avec les pays qui ont leurs propres groupes armés. Beaucoup d'hommes armés tchadiens chômeurs sont ainsi devenus des soldats guerriers régionaux, et rien n'a été fait pour neutraliser ces soldats qui sont prêts à être recrutés pour de l'argent (Debos, 2008).

### **Les Oubangiens et l'hinterland<sup>13</sup>**

Étant donné la faiblesse de la présence de l'État dans la capitale et pas dans ses périphéries, les habitants du Nord appartiennent à un registre peu connu des gens de Bangui. En effet durant la période coloniale, beaucoup de Centrafricains fuirent le Nord pour se réfugier dans les zones du centre et de l'ouest (Gourdin, 2013). Une partie des routes que firent construire les administrateurs coloniaux avaient pour fonction de fixer dans des villages plus accessibles et plus aisés à contrôler les fuyards capturés. Cela contribua à vider les zones reculées (Gourdin, 2013). Abandonner leur village pour échapper aux obligations coloniales constitua pour nombre d'Oubangiens une option qui les amena à s'installer dans des centres urbains embryonnaires, à commencer par Bangui : ces villes n'avaient pas de chefs et n'étaient pas astreintes aux corvées et autres impositions. Historiquement beaucoup d'individus se sont regroupés dans le Sud pour différentes raisons.

Le regroupement des Oubangiens dans le Sud a ouvert la voie pour le peuplement du Nord par des gens des pays voisins. Cela participe à expliquer que les habitants du Nord (majoritairement musulmans) n'aient pas toujours été acceptés dans la société centrafricaine. Par exemple, les gens du sud de la RCA font souvent référence à tous les habitants du nord-est comme étant des « étrangers » (tchadien ou soudanais), ce qui signifie que malgré leur statut de citoyenneté réelle, ils sont de facto exclus par les autres citoyens (Lombard, 2013). Les musulmans du Nord sont souvent associés à la violence, au brutal, au danger. Le lien peut-être fait ici avec les différents groupes armés des pays voisins qui ont installé des bases arrières en RCA, ou même la *Lord Resistance Army* (LRA) de la RDC qui est réputé y être. En 1990 par exemple, de nombreux combattants Gorane d'une grande communauté musulmane au nord du Tchad ont fui le pays après avoir évincé Hissène Habré et se sont installés en RCA. Ils y développèrent un réseau de trafic de petites armes (Khabure, 2013 : 43).

De plus, depuis les années 1950, les migrants africains, plus particulièrement Sénégalais, Maliens, Tchadiens et Camerounais, sont venus investir dans le petit commerce de détail et de diamants (Khabure 2013 : 43). Les migrations vers la RCA ne sont donc pas récentes. Mais il s'est construit alors au fil des années une peur de l'étranger, une peur de l'invasion. Plus récemment, en raison des récents conflits au Tchad et au Darfour, les musulmans du nord de la RCA sont devenus plus indécis vis-à-vis de ceux au pouvoir à Bangui, en particulier parce qu'ils avaient accès à des moyens militaires (Khabure, 2013). Khabure souligne également que, depuis 2011, le gouvernement central avait mis au point un discours antimusulman dans sa politique : « Il a mentionné à plusieurs reprises la présence de Soudanais

---

<sup>12</sup> Les *Zaraguinas* sont présents dans le Nord du pays depuis les années 1990. Les *Zaraguinas* sont des groupes transnationaux de criminels qui se déplacent librement dans la région frontalière et qui sont actifs au Chad, Soudan et RCA. Ils utilisent de l'armement moderne, des télécommunications et automobiles et sont donc nettement supérieures aux forces de sécurité de l'État (Berg, 2008 : 22).

<sup>13</sup> *Hinterland* est utilisé par Lombard & Botiveau, (2012) pour signifier (arrière-pays) non revendiqué par les forces centralisatrices mais utilisé au contraire comme réservoir de ressources par les bandits de la région toute entière. Elle se réfère elle-même à la conception d'Achille Mbembe qui a utilisé un *buffer zone* ou «zone tampon»: «De vastes espaces peuvent s'étendre entre des politiques distinctes, véritables zones tampons non soumises à un contrôle direct, à une domination exclusive ou à une supervision rapprochée». Avec sa faible densité de population et une présence minimale des institutions étatiques, la majeure partie du territoire centrafricain s'inscrit dans cette description de l'hinterland comme «zone tampon» (cité dans Lombard & Botiveau, 2012: 190).

'Janjaweed' et d'autres Tchadiens 'islamistes' dans les mouvements rebelles et la coalition *Séléka*. ... Et de nombreuses arrestations de musulmans et les gens du Nord ont augmenté à Bangui » (2013 :43). Ceci dénote aussi d'une instrumentalisation de cette absence de l'État dans le Nord aussi bien par le gouvernement que par les autres élites politiques. L'absence de l'État dans le Nord du pays semble donc être un facteur structurant le jeu politique des élites.

#### **Inclusion et exclusion des élites<sup>14</sup>**

Bien que certains chercheurs aient mis l'accent sur le changement de régime qui peut se dérouler de manière violente<sup>15</sup>, lorsqu'un groupe accapare le pouvoir et exclut le reste il y a lieu de regarder les actions qui peuvent en découler. En cherchant à expliquer les trajectoires différentes qu'ont pris les pays du continent, Lindemann (2008) constate que les différentes théories sur les guerres civiles n'arrivent pas toujours à les expliquer. Pour lui, l'exclusion des élites donne lieu à des trajectoires de guerre civile, alors que l'inclusion permet le maintien de la stabilité politique (2008 : 16). Il utilise précisément le terme anglais 'elite bargain' qu'il définit comme la répartition entre-groupe de l'accès à des postes de pouvoir de l'État. Ainsi, on observe des trajectoires de guerre civile lorsque : les politiques exclusionnistes des élites impliquent un parti au pouvoir qui établit une coalition étroite des élites en définissant l'accès exclusif aux structures et ressources de l'État. Ces politiques exclusionnistes échouent à prendre en compte les clivages sociaux existants et fournissent aux dirigeants exclus une incitation à mobiliser de violentes rebellions dans leurs circonscriptions. Dans cette perspective, le début d'une guerre civile doit être compris comme résultant de l'échec à forger des coalitions politiques inclusives (Lindemann, 2008 : 2).

Il y a inclusion des élites dans les situations où les dirigeants fournissent aux différentes élites en compétition un accès équilibré aux ressources de l'État. Ces accords inclusifs, permettent d'accommoder les clivages sociaux dominants, de stabiliser la compétition entre ces groupes pour le contrôle des ressources et par conséquent permet d'éviter la guerre civile (Lindemann, 2011b : 390). Lorsque les politiques des élites définissent un accès inclusif aux ressources de l'État, on assiste à une stabilité politique. Ainsi plus on a exclusion, plus les risques de guerre civile sont élevés et plus on a inclusion, moins les risques de guerre civile sont élevés.

Pour mesurer l'inclusivité, Lindemann (2011b) propose d'examiner la mesure dans laquelle les positions de pouvoir politique, militaire, économique et territorial sont partagées entre les élites qui représentent les groupes sociaux en compétition. Le partage du pouvoir politique est important en ce qu'il offre aux groupes une reconnaissance visible, un mot à « dire » dans la prise de décision et le contrôle des ressources. Le partage du pouvoir militaire est crucial en ce qu'il façonne les sentiments de sécurité physique et la survie des différents groupes. Les facteurs à considérer ici sont les positions et rangs supérieurs de commandement entre groupes. Le partage de pouvoir économique peut être mesuré par l'accès aux importantes entreprises détenues par l'État. Le pouvoir territorial peut être vu comme une base à partir de laquelle les différents groupes peuvent protéger leurs intérêts. Ce pouvoir peut prendre différentes formes selon le type de décentralisation observé.

Dans le cas de l'Ouganda, Lindemann (2010, 2011b) démontre que la guerre civile est due à la persistance des politiques d'exclusion des élites, ce qui produit des violences persistantes entre groupes sociaux. Lindemann (2011a) avec son exemple sur la Zambie<sup>16</sup> montre que dans les cas où on assiste à une

---

<sup>14</sup> Pour une différente conceptualisation sur les élites et les règlements politiques, voir : DiJohn and Putzel (2009)

<sup>15</sup> Bratton & Walle, (1994) mettent l'accent par exemple sur la nature des régimes politiques préexistant qui vont conditionner le type de transition politique.

<sup>16</sup> Par exemple, le cas Zambien démontre que l'autoritarisme n'est pas forcément signe d'exclusion des différents groupes en compétition pour le pouvoir. Pour Lindemann (2011a) le régime de parti unique fut sans doute autocratique de nature et intolérant à propos des personnes qui défiaient son autorité, mais il n'existe aucune preuve que les

assimilation et donc pas de guerre civile, il y a un effet pervers sur le développement économique. C'est ce qu'il appelle la « paix improductive »<sup>17</sup>. Dans le cas zambien, il montre que la concentration sur le volet politique de l'inclusion a un impact négatif sur le volet économique et la performance économique. Mais paradoxalement, on ne pourrait déduire automatiquement que les politiques exclusionnistes des élites auraient pu aboutir à une meilleure performance économique. Finalement, même si nous comptons utiliser le cadre d'analyse de Lindemann (2008), il faut dire que le cadre assume que l'État en considération est présent de façon effective sur tout le territoire, ce qui n'est pas le cas de la RCA.

La RCA comme démontré précédemment n'est pas entièrement présente sur le territoire. Étant donné que l'essai se concentre sur le déclenchement de la guerre civile en 2013, nous considérons ici uniquement le facteur du partage de pouvoir politique. Il s'en suit que notre conclusion n'est que partielle, mais offre des pistes intéressantes pour le cas centrafricain. Aussi, même si l'argument de Lindemann (2008) permet d'expliquer partiellement le cas centrafricain, l'exclusion des différentes élites politiques n'aboutit pas automatiquement au déclenchement de la guerre civile. Un assemblage de différents facteurs est nécessaire pour conduire à une guerre civile. De plus, le processus en Centrafrique comme nous allons démontrer est complexe car les groupes rebelles qui se sont fait coopter par les élites de la capitale existaient déjà et ne sont pas simplement une invention des élites exclues pour accéder au pouvoir. Il serait intéressant de pouvoir compléter l'argument de Lindemann en précisant que les élites exclues ne sont pas forcément ceux qui vont créer les groupes armés qui déclencheront une guerre civile. D'autres configurations peuvent également structurer le jeu des élites et les guerres civiles subséquentes. Dans le cas de la RCA, il s'agit de l'existence antérieure de groupes armés.

### **Politique des élites en Centrafrique : la récurrente exclusion**

Indépendante en 1960, la Centrafrique a connu un empereur des temps modernes ainsi que plusieurs dictatures militaires. Il s'agit ici de mettre en évidence certaines pratiques exclusionnistes des différents régimes afin de montrer le rôle central des élites. Dans cette section, l'objectif est de montrer que pour surmonter la crise il faudra prendre en compte les élites de la RCA.

David Dacko<sup>18</sup> a été le premier président à l'indépendance de la Centrafrique et a posé comme premier geste de mettre son rival, Alex Goumba en résidence surveillée et interdire son parti politique<sup>19</sup> (Khabure, 2013 : 37). L'exclusion ici fut de bannir les partis politiques et de dissoudre les syndicats, ce qui constitue un refus d'instituer le pluralisme politique. L'empereur Jean Bedel Bokassa succéda à Dacko à l'issue d'un putsch quelques années plus tard. Cependant, Dacko revint au pouvoir avec l'aide de la France<sup>20</sup> et sera lui-même chassé par le général Kolingba en 1981. Bokassa, profitait des largesses de l'État mais ne tolérait pas que les autres élites fassent de même. Il excluait du coup toute autre personne cherchant à profiter de l'État. Il alla jusqu'à tenir dix ministères à la fois lors de son règne en tant qu'empereur. Kolingba organisa pour la première fois des élections en 1993 dans la vague de démocratisation qui soufflait sur le continent, ce qui emmena Ange-Félix Patassé<sup>21</sup> au pouvoir. Sous le général André Kolingba, l'exclusion prit

---

représentants de différents groupes subissaient une discrimination systématique. Les différentes régions où personnes qui avaient déjà voté pour les partis d'opposition ont continué à être très bien représenté à tous les niveaux du secteur public.

<sup>17</sup> En anglais : unproductive peace

<sup>18</sup> Succéda à l'Abbé Barthelemy Boganda mort dans un accident d'avion en 1959. Boganda était le premier chef du gouvernement de la République centrafricaine en décembre 1958 (Gourdin, 2013).

<sup>19</sup> Cette pratique était courante dans les États africains nouvellement indépendants. Mais peut être aussi lu en relation avec l'imposition des partis uniques et la vague de Marxisme qui soufflait sur le continent africain pendant la période de la guerre froide.

<sup>20</sup> En 1979, une intervention militaire française (opération *Barracuda*) mit fin aux dérives impériales de Bokassa Ier.

<sup>21</sup> Trois mutineries armées en 1996-97 n'ont pas réussi à enlever le président du pouvoir.

une tournure ethnique. Ce dernier promu exclusivement ceux qui étaient de la même origine ethnique que lui. A titre d'exemple, L'armée était composée à 70% de Yakoma (l'ethnie du Président). Cependant, lorsque Patassé est arrivé au pouvoir par les élections après Kolingba, il ne s'est pas comporté différemment. Il promu également les membres de son groupe ethnique aux postes seniors du gouvernement. Le pays subit une sanglante guerre civile en 2002-2003. Le général François Bozizé en profita pour s'emparer du pouvoir, par un putsch, le 15 mars 2003 mettant fin au gouvernement du Président Patassé. Michel Djotodia s'empare du pouvoir par coup d'État en mars 2013, dix ans après que Bozizé soit venu au pouvoir. Les différents coups d'État montrent ici que la RCA n'a jamais été politiquement stable. Les régimes dictatoriaux ne sont pas non plus des plus inclusifs en ce qui concerne leur mode de gouvernance. Les différents modes d'exclusions n'ont pas tous été uniforme dans le temps, cependant, depuis le Président Kolingba, ethnicité et appartenance familiale sont les modes privilégiés d'inclusion/exclusion. L'exclusion des différents acteurs politiques sous le régime du président Bozizé a été une période décisive parce que c'est sous ce dernier que la majorité des groupes rebelles ont annoncé officiellement leur formation (Herbert et al., 2013 : 8). Il sera donc considéré comme épisode déterminant pour expliquer la guerre civile actuelle. Bozizé, a gouverné de manière solitaire et a étendu son contrôle sur tout l'appareil étatique.

En effet, sous Bozizé (spécialement à partir de 2008), on a constaté qu'une vingtaine de membres de l'Assemblée Nationale possédait un lien de famille direct avec lui, qu'il s'agisse de sa femme, de ses fils, de ses cousins, de ses neveux ou encore de ses maîtresses.<sup>22</sup> Comme le mentionne Lombard & Botiveau « aucun contrat politique significatif entre dirigeants de la capitale et résidents ruraux n'a jamais été recherché – et encore moins réalisé » (2012 : 194). Ceci fait écho une fois de plus à l'expression employée plus haut suivant laquelle l'état centrafricain s'arrête à Pk12. Les membres de la famille du Président Bozizé une fois de plus, n'ont pas promu le contact avec les zones rurales. Bozizé s'est arrangé pour exclure tout autre dirigeant politique et mettre sa famille au pouvoir. Khabure (2013) nous fait remarquer que généralement, les élites centrafricaines sont très limitées en nombre, avec une base sociale très étroite. Selon Roland Marchal (dans Khabure 2013, 42), au-delà de l'étroitesse du réservoir d'élites, il faut dire que ces derniers se « reproduisent sans cooptation de groupes ethniques marginalisés », mais par des dynasties familiales impliquées dans la vie politique depuis l'indépendance et la période Bokassa.

Si les élites ne sont pas cooptées par le gouvernement, ces derniers ont su coopter les différents groupuscules armés échappant au contrôle de l'État pour se faire entendre. D'où la nuance apportée à l'argument de Lindemann (2008) car ce ne sont pas les élites exclues n'ont pas créées les groupes armés mais les ont cooptés. Ainsi il faut comprendre que les groupes armés en Centrafrique existaient déjà et participe d'une dimension régionale de conflits entre la République Démocratique du Congo (RDC), le Tchad, le Soudan et le Sud-Soudan, mais aussi de certains affrontements entre gardes forestiers et braconniers (Lombard, 2015) et c'est avec le temps que d'autres acteurs politiques ont commencé à parrainer leurs actions. Par exemple, c'est en 2005 – lorsque des groupes d'autodéfense se rassemblèrent en signe de protestation contre des exactions de l'armée – que Jean-Jacques Demafouth, ancien ministre de la Défense sous Patassé, exilé en France, se déclara président des forces locales qui prirent, sous sa

---

<sup>22</sup> François Bozizé reste aux commandes du ministère de la Défense et son fils François en est le ministre délégué. Le beau-frère du chef de l'Etat, Raymond Paul Ngoudou demeure ministre de la Sécurité publique ; Emmanuel Bizzo, autre beau-frère, a la haute main sur les finances (Marchal, 2009 : 21-22). Certains, à l'instar de son fils Socrate Bozizé, se sont présentés comme indépendants, rendant ainsi son contrôle encore plus large qu'il n'y paraît de prime abord (Lombard & Botiveau, 2012 : 191). La Cour constitutionnelle, elle était dirigée par le cousin du président Bozizé.

tutelle, le nom d'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD)<sup>23</sup> (Lombard & Botiveau, 2012 : 196). Dans plus d'un cas, la signature d'un accord de paix au nom d'un groupe rebelle par un politicien mis à l'écart a précédé la notoriété publique de ce groupe (Lombard & Botiveau, 2012 : 196).

C'est de cette façon que plusieurs groupes armés ont énoncé des revendications envers le régime Bozizé. Ils décidèrent de s'unir sous le nom *Séléka* pour s'en prendre au gouvernement. Ainsi, le dernier coup d'État qu'a connu la Centrafrique jusqu'à présent, date de mars 2013. La rébellion *Séléka* sous la direction de Michel Djotodia a pris le pouvoir et après le gouvernement de transition de Cathérine Samba-Panza des élections ont été organisées avec Faustin Archange Touedara comme Président.

### **La coalition *Séléka* : une coalition des exclus**

Lindemann (2008) avance que l'échec de formation des coalitions politiques inclusives conduit à la guerre civile ; cependant, le résultat n'est pas systématique. Le cas d'étude nous montre que les différents modes d'exclusion n'ont pas eu pour résultante la guerre civile. La présence de groupes armés du à une dynamique locale et sous régionale dans le nord du pays a permis aux élites exclues de coopter ces groupes et défier la légitimité du gouvernement en place. Depuis que la coalition *Séléka* est montée au pouvoir puis repartie, le pays a connu une guerre civile sur fond de tensions religieuses. La coalition *Séléka* est composée de plusieurs groupes armés<sup>24</sup>.

La rébellion *Séléka* est une coalition hétérogène des élites exclues qui avaient pour objectif de prendre le pouvoir. La coalition dans ses débuts accusait le président Bozizé de ne pas respecter les engagements de l'accord de paix bilatéral de 2007 et du Dialogue national inclusif de 2008. Ils mettent aussi en avant le non-respect des programmes Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) pour les groupes armés dans le Nord-Est. Cela comprend le paiement de 15 millions de francs CFA par combattant conformément à l'accord, le paiement inconditionnel d'un million de francs CFA par combattant, le retour inconditionnel des diamants, de l'or, de l'argent et des autres biens expropriés par le gouvernement en 2008, et la libération de tous les prisonniers politiques, tant en Afrique centrale et à l'étranger (Owono, 2012).

---

<sup>23</sup> Lombard affirme que certains des combattants lui ont expliqué qu'ils n'avaient jamais entendu parler de Demafouth avant d'apprendre que ce dernier les représenterait lors du «Dialogue politique inclusif» qui s'est tenu à Bangui en décembre 2008.

<sup>24</sup> L'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR). Établi en 2005, l'UFDR est une alliance entre trois groupes du Nord. Ils sont mieux entraînés et mieux armés que les autres groupes rebelles groups. L'UFDR a énuméré comme revendication: l'impraticabilité des routes dans la région; manque des soins de santé; le manque d'éducation; l'accès insuffisant à l'eau potable; l'insécurité dans la région; et la marginalisation de la région; voir Spittaels & Hilgert (2009). La Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP). La CPJP a été formé à la fin de 2008 et est présent dans le nord-est. Son aile politique est dirigée par Eric Neris Massi, fils de Charles Massi, qui a servi comme ministre sous Patassé et mourut en 2010. Charles Massi recherchait un groupe rebelle dans sa lutte pour le pouvoir. Il avait déjà essayé de s'associer avec l'UFDR quand il se rabattit sur la CPJP. Il fut tué en 2009 par les Forces Armées Centrafricaines. La Convention Patriotique du Salut du Kodro (CPSK) dirigé par le général Mohamed Moussa Dhaffane. Des groupes comme l'Union des Forces Républicaines (UFR) et l'Alliance pour la Reconstruction (A2R) ont également offert leur soutien à la coalition. L'UFR est dirigée par le lieutenant Florian Ndjadder (il est issu d'une célèbre famille de militaires sous Patassé, qui a signé l'Accord de paix global le 15 décembre 2008 au nom du groupe armé, bien que les preuves de l'existence de son groupe sur le terrain soient maigres (Lombard & Botiveau 2012 : 197)). L'UFR son mouvement milite pour la bonne gouvernance, la paix, la sécurité, la libre circulation des biens et des personnes, et s'oppose aux conflits armés, braquages, violations des droits humains, et pauvreté (Jeune Afrique, 2009). Ce groupe, le 18 mars 2013, est devenu le Mouvement pour la renaissance et la refondation / Mouvement politique alternatif en RCA (M2R), coordonné par Salvador Edjezekanne (FIDH, 2013).



La coalition, après avoir battu les forces armées dans certaines villes du Nord s'est sentie galvanisée et a exigé le départ du président Bozizé. L'effectif militaire de la coalition *Séléka* faisait plus du double des forces armées centrafricaines et était équipé d'armes légères et de lance-grenades (Herbert et al, 2013 : 5). Dans leur avancée sur la capitale, les membres de la coalition (majoritairement de religion musulmane) ont fait fi de leurs revendications politiques et ont plutôt pillé, violé, volé, tué et détruit des biens et des installations publiques et privées ainsi que plusieurs églises chrétiennes.

### **Le faible leadership de Djotodia: Des exclus non inclusifs**

Vu l'hétérogénéité de la coalition, son leader Michel Djotodia semblait ne pas avoir de contrôle sur les troupes et leurs actions (Zounmenou, 2013). Après le coup d'État du 24 mars 2013 qui a porté Djotodia au pouvoir, les membres ont continué à mener des exactions sur les populations pendant plusieurs mois, même après avoir quitté le pouvoir (Jeune Afrique 2014). Les rebelles qui ont participé à l'arrivée de Djotodia au pouvoir ont commencé à exiger les primes élevées qui leur avaient été promis. Des désaccords ont surgi entre les dirigeants de la coalition qui a été finalement dissoute. Une fois de plus, le partenariat productif n'a pas été recherché parmi ces élites précédemment exclues et ayant coopté des groupes armés existant dans le nord du pays.

Le président Djotodia a opté pour la dissolution de la coalition à son arrivée au pouvoir, excluant ainsi le reste des membres de la coalition. En premier lieu, la coalition *Séléka* était divisée autour de questions salariales pour les troupes qui ont aidé à battre Bozizé (Herbert et al 2013 : 15). Le nouveau gouvernement avait des difficultés à contrôler ses troupes qui s'élevaient à environ 20.000 hommes en juin 2013, attirant individus au chômage qui comptaient sur la promesse d'argent (FIDH, 2013). Le 13 septembre 2013, le président Djotodia a donc procédé officiellement à la dissolution de la coalition *Séléka* (Zounmenou, 2013). Ainsi, au lieu de faire face aux problèmes émergents parmi les membres de la coalition et trouver une solution pour la gouvernance de l'après-coup, la dissolution a été l'option choisie. Les autres membres des groupes armés ont laissé leurs soldats commettre des exactions et les combats entre les groupes d'autodéfense (anti-balaka) et les soldats *Séléka* se sont intensifiés. Comme le mentionna Zounmenou (2013), « la décision de Djotodia pourrait lâcher entre 20000 et 25000 combattants armés dans un pays connu pour des rebellions recyclées ». Ce fut le scénario observé après la dissolution de la coalition.

Des situations similaires ont été vues auparavant en RCA, où de nouveaux présidents ont tourné dos à ceux qui les ont aidés à venir au pouvoir. Par exemple, la relation entre l'ancien président Bozizé et les soldats tchadiens qui l'ont aidé à organiser un coup d'État en 2003 s'est détériorée après sa prise de pouvoir (Berg 2008 : 9). Des primes élevées avaient été promises, mais Bozizé n'était pas en mesure de tenir ses promesses. Néanmoins, le fait est que par la dissolution de la *Séléka*, Djotodia avait perdu le contrôle sur la coalition. L'exclusion des autres leaders lui a fait perdre sa légitimité et ce dernier a été forcé de quitter le pouvoir (sans coup d'État).

En fin de compte, la situation chaotique qui s'est installée a poussé la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) à intervenir pour sanctionner à la fois le président et son premier ministre (Chimtom 2014). Ils ont été accusés de ne pas être en mesure de rétablir l'ordre à partir du désordre que leur coalition a engendré. L'incapacité du président Djotodia à contrôler ses combattants *Séléka* a conduit les leaders régionaux à le désavouer lors du Sommet de la CEEAC, le 9 janvier 2014 à Ndjamena, Tchad. Le duo exécutif (Djotodia et son premier ministre Nicolas Tiangaye) ne faisait plus consensus. Ils avaient perdu toute légitimité avec le public et le soutien d'acteurs internationaux. Cependant, au-delà des politiques exclusionnistes des acteurs, il convient de se demander quels sont les facteurs qui ont permis l'émergence de ce grand nombre de groupes armés car, comme montré précédemment, les groupes armés existaient déjà avant de se faire chapeauter par un leader politique.

## Conclusion

Le but de l'essai a été de montrer que les différents modes d'exclusion n'ont pas immédiatement mené à la guerre comme pourrait le suggérer l'argument de Lindemann (2008). D'autres logiques peuvent également structurer le jeu des élites et les guerres civiles subséquentes. Ainsi, le lien entre non-inclusion des élites et déclenchement de guerre civile n'est pas automatique. Les situations sont dynamiques et variées. Dans le cas de la Centrafrique, la non-inclusion des élites n'a pas toujours entraîné de guerres civiles. L'essai s'est basé sur un argument précédemment développé par Lindemann (2008) qui a proposé de considérer mettre en lien l'inclusion des élites politiques avec les éléments déclencheurs de guerre civile. Son argument propose de considérer la façon dont les élites des différents groupes sociaux en compétition se partagent le pouvoir politique, économique, militaire et territorial. Cet essai s'est néanmoins limité à la considération du partage de pouvoir politique en RCA qui s'est manifesté par un échec de l'assimilation réciproque des élites politiques.

Certains facteurs comme la faiblesse infrastructurelle de l'État ainsi que l'exclusion accrue des autres élites par le président Bozizé et Djotodia ont été pris en compte pour expliquer la guerre civile. La période de Bozizé est symbolique parce que c'est sous sa gouverne que les trajectoires d'exclusions se sont accrues et que différents groupes rebelles ont annoncé leur statut officiel. La coalition *Séléka* s'est ainsi formée et a procédé à un coup d'État.

La dissolution de la coalition par son leader a montré son désir de ne pas inclure les autres membres dans la gestion de la chose étatique. Ainsi, après le coup d'État cette même coalition ne fut pas inclusive au niveau des leaders des différents regroupements et ces derniers laissèrent leurs éléments armés commettre des exactions sur les populations civiles. Les populations civiles après environ neuf mois ont organisé des ripostes et depuis, les combats entre les deux camps n'ont pas cessé.

## Bibliographie

- Bayart, J.-F. *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*. Paris: Fayard, 1989.
- Berg, P. « The dynamics of conflicts in the tri-border region of the Sudan, Chad and Central African Republic. » *Country conflict-analysis studies*, the Friedrich Ebert Foundation, 2008. Consulté le 10 janvier 2015. <http://library.fes.de/pdf-files/iez/05423.pdf>
- Bierschenk, T., & Sardan, J.-P. O. de. «Local Powers and a Distant State in Rural Central African Republic.» *The Journal of Modern African Studies*, 35 no. 3 (1997): 441-468.
- Bratton, M., & Walle, N. V. de. « Neopatrimonial Regimes and Political Transitions in Africa. » *World Politics* 46, no. 4 (1994): 453-489.
- «Centrafrique : l'ex-Séléka continue de commettre des exactions.» *Jeune Afrique*, 3 juillet 2014. Consulté le 16 janvier 2015. <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20140703175918/>
- Clapham, C. «Review Article: The Longue Durée of the African State. » *African Affairs*, 93, no. 372 (1994): 433-439.
- Debos, M. «Fluid Loyalties in a Regional Crisis: Chadian 'Ex-Liberators' in the Central African Republic ». *African Affairs* 107, no. 427 (2008): 225-241.
- DiJohn, J. and Putzel, J. «Political settlements.» *GSDRC Issues Paper*. Birmingham: International Development Department, University of Birmingham, 2009.
- FIDH. *Central African Republic: a country in the hands of Séleka war criminals, N° 616a*. 2013 Consulté le 25 Janvier 2015. <http://www.fidh.org/IMG/pdf/rca616a2013-basdef.pdf>
- Gourdin, P. *Géopolitique de la RCA République centrafricaine*. 1 octobre 2013. Consulté le 23 mars 2015. <http://www.diploweb.com/Republique-centrafricaine.html>
- Herbert, S., Dukhan, N. and Debos, M. «State fragility in the Central African Republic: what prompted the 2013 coup?» *GSDRC Issues paper*. Birmingham: University of Birmingham, 2013.
- Khabure, L. «Societies caught in the conflict trap: regional research findings – Chad, Central African Republic, Sudan, South Sudan.» *ACORD*. 2013. Consulté le 22 janvier 2015. <http://www.acordinternational.org/silo/files/conflict-research-chad-car-sudan-south-sudan.pdf>
- «L'Union des forces républicaines devient un parti politique de l'opposition centrafricaine.» *Jeune Afrique*, 6 August 2009. Consulté le 25 janvier 2015. <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAPA103304/>.
- Lindemann, S. *Do Inclusive Elite Bargains Matter?: A Research Framework for Understanding the Causes of Civil War in Sub-Saharan Africa*. London school of economics and political science (LSE), Development studies institute (DESTIN). 2008. Consulté à l'adresse <http://www.grammatikhilfe.eu/internationalDevelopment/research/crisisStates/download/dp/dp15.pdf>
- Lindemann, S. *Exclusionary elite bargains and civil war onset: The case of Uganda*. London school of economics and political science (LSE), Development studies institute (DESTIN). 2010.
- Lindemann, S. *Inclusive Elite Bargains and the Dilemma of Unproductive Peace: a Zambian case study*. *Third World Quarterly* 32, no. 10 (2011a):1843-1869.

- Lindemann, S. «Just another change of guard? Broad-based politics and civil war in Museveni's Uganda.» *African Affairs* 110, no. 440 (2011b): 387-416.
- Lombard, L. «Central African Republic: President Michel Djotodia and the good little putschist's tool box.» *African Arguments*. 2013 Consulté le 25 janvier 2015 <http://africanarguments.org/2013/04/02/central-african-republic-president-micheldjotodia-and-the-good-little-putchist%E2%80%99s-tool-box-by-louisa-lombard/>.
- Lombard, L. «The Autonomous Zone Conundrum: Armed Conservation and Rebellion in North-Eastern CAR» Dans *Making Sense of the Central African Republic*, édité par Carayannis, Tatiana, and Louisa Lombard. London: Zed Books, 2015.
- Lombard, L., & Batianga-Kinzi, S. «Violence, popular punishment, and war in the Central African Republic. » *African Affairs* 114, no. 454 (2015): 52-71. <http://doi.org/10.1093/afraf/adu079>
- Lombard, L., & Botiveau, R. «Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République centrafricaine. » *Politique africaine* 125, no. 1 (2012):189-208.
- Marchal, R. «Aux marges du monde, en Afrique centrale... » *Les Études du CERI* N° 153-154. Mars 2009
- Miller, R. A. «Elite Formation in Africa: Class, Culture, and Coherence.» *The Journal of Modern African Studies* 12, no. 4 (1974): 521-542.
- Chimtom, N. «Djotodia's Resignation Sparks Hopes for Peace in CAR.» *Inter Press service*. 13 janvier 2014. Consulté le 16 janvier 2015. <http://www.ipsnews.net/2014/01/djotodias-resignation-sparks-hopes-peace-car/>
- Owono, J. «Who wants to overthrow Central African Republic President François Bozizé?» *Global Voices*. 30 December 2012. Consulté le 25 janvier 2015. <http://globalvoicesonline.org/2012/12/30/who-wants-to-overthrow-central-african-republics-president-francois-bozize/>
- Spittaels, S. and Hilgert, F. «Mapping conflict motives: Central African Republic.» *IPIS*. 2009. Consulté le 25 janvier 2015. [http:// www.ipisresearch.be/maps/CAR/20090217\\_Mapping\\_CAR.pdf](http://www.ipisresearch.be/maps/CAR/20090217_Mapping_CAR.pdf)
- Zounmenou, D. «Dissolving the Seleka rebel group could be a recipe for disaster in the CAR.» *ISS Today*. 30 September 2013. Consulté le 16 Janvier 2015. <https://www.issafrica.org/iss-today/dissolving-the-seleka-rebel-group-could-be-a-recipe-for-disaster-in-the-car>